

Revue de Droit
Rédacteur au Ministère du Travail

DE LA LÉGALITÉ DES SYNDICATS DE FONCTIONNAIRES

Préface de M Marcel PRÉLOT
Professeur de Droit administratif à l'Université de Strasbourg

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(Société anonyme)
22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1934

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

| | |
|--|---|
| <i>Statut des Fonctionnaires et Droit syndical</i> | 1 |
| Comparaison entre la situation des fonctionnaires et celle des autres salariés (p. 1). — Le droit syndical des fonctionnaires (p. 3). — Insuffisance du statut (p. 6). | |

PREMIÈRE PARTIE

LES DONNÉES DU PROBLÈME

CHAPITRE PREMIER

| | |
|---|---|
| <i>La notion de fonctionnaire</i> | 9 |
| Distinctions faites par la doctrine d'après le caractère des services publics (p. 9); d'après la nature du contrat (p. 11); d'après la nature des fonctions: critique de la distinction entre gestion et autorité (p. 12). — Définition provisoire (p. 17). | |

CHAPITRE II

| | |
|--|----|
| <i>Syndicats et Syndicalisme</i> | 18 |
| Statistique des syndicats (p. 19). — La doctrine du syndicalisme révolutionnaire, son influence sur le mouvement syndical en France (p. 20). — Le déclin de cette influence (p. 25). | |

CHAPITRE III

| | |
|--|----|
| <i>Evolution de la loi de 1884</i> | 31 |
| Première étape: la loi du 30 novembre 1892 (p. 32). — La loi de 1901: syndicats et associations (p. 35). — La loi de 1920: extension de la capacité des syndicats (p. 37). | |

CHAPITRE IV

Le conflit du fait et du droit 40

Situation de fait : développement du syndicalisme des fonctionnaires (p. 42). — Situation de droit : étude de la jurisprudence civile et administrative (p. 44).

DEUXIEME PARTIE

LA SITUATION ACTUELLE DE DROIT

CHAPITRE PREMIER

Les raisons de la jurisprudence 49

Les arguments de textes : art. 3 et 6 de la loi de 1884 (p. 49). — La volonté du législateur en 1884, 1901 et 1920 (p. 54).

CHAPITRE II

Légalité et légitimité 59

Les raisons profondes de l'attitude des tribunaux (p. 59). — Une déclaration du Ministre de l'Intérieur (p. 61).

CHAPITRE III

La question de la grève 65

Les exigences des services publics (p. 65). — Le syndicat et la grève (p. 68). — Les fonctionnaires et le droit de coalition (p. 72).

CHAPITRE IV

Le problème de la hiérarchie 76

Une objection sérieuse (p. 76). — Sa portée exacte (p. 79).

TROISIEME PARTIE

LE DROIT EN RETARD SUR LES FAITS

CHAPITRE PREMIER

L'évolution démocratique 83

Les progrès de la Démocratie dans la vie publique (p. 83), dans la vie professionnelle (p. 86).

CHAPITRE II

Les fonctionnaires et le courant démocratique 90

Le rôle des fonctionnaires en démocratie (p. 90). — Nécessité d'orienter leurs aspirations (p. 95).

CHAPITRE III

Les fonctionnaires dans l'Etat moderne 98

Extension des services publics (p. 89). — Les raisons de cette extension (p. 99). — Ses répercussions sur la situation des fonctionnaires (p. 103).

QUATRIEME PARTIE

RECHERCHE D'UNE SOLUTION

CHAPITRE PREMIER

Vers l'accord du fait et du droit 107

Le respect de la légalité (p. 107). — Le fait créateur du droit (p. 111). — Le droit régulateur du fait (p. 114).

CHAPITRE II

Exposé critique des solutions proposées 119

La proposition Chabrun (p. 119). — Le projet Millerand (p. 125).

CHAPITRE III

Eléments d'une solution : la différenciation des fonctionnaires... 129

Les fondements d'une différenciation (129). — Les exceptions nécessaires (133).

CHAPITRE IV

Eléments d'une solution : la notion d'institution 135

Analyse du problème institutionnel (p. 135). — Son application au régime administratif (p. 137).

CONCLUSION 141